

CE N'EST PAS A L'ELYSEE, NI A MATIGNON C'EST DANS LA RUE ET PAR LA GREVE QU'ON PEUT GAGNER CONTRE MACRON

BULLETIN NPA TECHNOCENTRE RENAULT - GUYANCOURT 20 / 10 / 2017

Plus de quatre mois après les premières rencontres sur les ordonnances qui font exploser le Code du travail, le ballet des « discussions » a repris à l'Élysée fin de semaine dernière, avant de se poursuivre cette semaine à Matignon. Cette fois, il s'agit d'aborder les "réformes" de la formation professionnelle, de l'apprentissage et la refonte de l'assurance chômage.

L'objectif de Macron est clair. Comme pour les ordonnances, il veut faire croire à une "concertation" avant de mener sa politique comme il l'entend, une fois de plus au service exclusif des patrons et des plus riches. Malgré cela, alors que tout le monde sait qu'il n'y a strictement rien à gagner de cette comédie du "dialogue social", tous les dirigeants syndicaux ont accepté l'invitation. Comme s'il était possible de « discuter » avec Macron, voire d'« arracher quelques avancées » dans les salons de l'Élysée !

En prétendant discuter avec les syndicats d'autres sujets que les ordonnances, ce président et ce gouvernement des riches comptent inculquer l'idée que c'est plié sur les ordonnances et qu'il faut passer à autre chose.

GOVERNEMENT ET PATRONAT PEUVENT RECULER

Droit dans leurs bottes, Macron et Philippe affirment qu'ils iront jusqu'au bout de leur entreprise de démolition des acquis sociaux, pour relancer la machine à profits sur le dos des salariés et des classes populaires.

Pourtant, le gouvernement a déjà dû reculer à deux reprises. Il l'a fait le 4 octobre, face à la menace des routiers de bloquer le pays. Pour éviter l'épreuve de force, le gouvernement a dû signer un accord garantissant leurs primes au niveau de la branche transports, et non de l'entreprise comme prévu par la réforme du Code du travail. Après les routiers, le 13 octobre, ce sont les dockers qui ont obtenu que leur Convention collective déroge aux ordonnances et ne soit pas remise en cause par des accords d'entreprise.

Le gouvernement reste bien silencieux sur ces reculades, comme pour éviter la contagion. C'est la preuve qu'il est possible d'imposer l'abrogation des ordonnances, malgré leur signature et publication au Journal officiel. Ce gouvernement serait bien incapable de résister à une mobilisation massive et déterminée des travailleurs !

EN FINIR AVEC LA DISPERSION, POUR SE DONNER LES MOYENS DE GAGNER

Après les mobilisations des 12 et 21 septembre contre les ordonnances, celle des retraités le 28 septembre, de la fonction publique le 10 octobre, des métallos le 13 octobre, la CGT a appelé – seule – à une autre journée de mobilisation le 19 octobre. Et le 24 octobre, une nouvelle réunion des directions nationales des syndicats pourrait aboutir

à un appel à la mobilisation en novembre, sans précision à ce jour sur ses formes et ses objectifs.

Pourtant, il est évident que nous ne pourrions pas gagner avec des appels dispersés, secteur par secteur, syndicat par syndicat, journée

d'action après journée d'action. Salarié(e)s du public, du privé, avec ou sans emploi, jeunes ou retraités, nous sommes tous et toutes concernés par les attaques tous azimuts de ce gouvernement.

Avant la ratification des ordonnances par le Parlement, la semaine du 20 novembre, il faut une vraie journée de grève interprofessionnelle et une manifestation nationale pour créer les conditions d'un mouvement d'ensemble qui passe inévitablement par une grève reconductible. Parce que pour gagner, nous avons besoin d'une grève prolongée, qui bloque l'activité du pays en occupant les lieux de travail, les entreprises.



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur automobile.

Et aussi sur Facebook



DRIVE THE FUTURE, UN PLAN CONTRE LES SALAIRES

Présenté à huis clos le 15 septembre à 200 cadres dirigeants, son objectif est de maximiser la marge opérationnelle, c'est à dire le profit (7% en 2022). Il est dans la continuité des plans précédents dont on a pu mesurer les conséquences sur nos salaires et l'emploi. Alors que les défis s'accroissent autour de l'avenir de l'automobile et des dégâts provoqués par le transport individuel, c'est un plan tourné vers la satisfaction la plus immédiate des actionnaires dont le haut encadrement fait partie à coups de surprimes et de stock-options. Leurs profits empêchés, peu leur importe l'avenir de millions de salariés.

AU TCR : « DRIVE THE FUTURE » OU « NO FUTURE » ?

A la Défense le 6 octobre, Carlos Ghosn a annoncé en grande pompe aux médias, pour l'Alliance Renault-Nissan-Mitsubishi 14 millions de véhicules en 2022 contre 10,5 en 2017 (+33%). Au-delà de l'effet d'annonce qui vise à doper le cours des actions, Carlos Ghosn veut surtout « doubler les synergies » pour atteindre 10 milliards d'économies. Concrètement, c'est 75% de moteurs et 65% de plateformes communes, avec 30% de baisse des coûts sur les achats et 40% sur l'ingénierie. Avec montée en puissance des RTX.

« ALLO BRUNO, ICI CARLOS : MESSAGE RECU 5 / 5 »

Il n'y a pas que les actionnaires qui poussent Carlos Ghosn à faire encore plus de profits. Pour financer les allègements d'impôts des entreprises, l'Etat cherche des sous. Bruno Lemaire, ministre de l'économie, veut céder le restant de sa participation au capital de Renault (19,74%), « que je n'arrive pas à vendre parce que le cours de l'action n'est pas suffisamment élevé » (le 4/10/2017, devant les députés). Pourtant, les dividendes ont continué à augmenter (+31%) ! Dans un secteur stratégique comme l'automobile, il faudrait au contraire exproprier les actionnaires et confier la gestion des entreprises aux salarié(e)s. Car qui sont les mieux à même de satisfaire les besoins sociaux et non les profits ?

DE PATRON DE DROIT DIVIN AU DIVIN TOUT COURT

Avec « Drive the future », Carlos Ghosn se pose désormais en concurrent direct de l'Être Suprême. Il se prétend grand ordonnateur de notre avenir. Pas besoin d'être prophète pour comprendre que le futur, Carlos Ghosn le veut radieux pour les actionnaires, mais beaucoup moins pour les simples mortels que nous sommes. Il n'est pas notre père spirituel et nous ne sommes pas ses disciples. Ne le laissons pas décider de notre sort : notre force, c'est l'action collective !

POUR QUI ROULE LA VOITURE ELECTRIQUE ?

Hulot a annoncé « la fin de la vente des voitures à essence et diesel d'ici 2040 ». En France, pour remplacer 39 millions de voitures par des voitures électriques, il faudrait installer partout des bornes à recharge rapide et une quinzaine d'EPR pour les alimenter. Chère (1 % des ventes), peu autonome (200 km maxi), déçue du label « zéro émission » en raison de sa production très polluante (émissions de CO², déchets produits), la voiture électrique est encore moins écolo si elle sert d'alibi pour construire des centrales nucléaires.

DU DIESELGATE AU PLAN « DRIVE THE FUTURE »

Conséquence de la fraude organisée par les dirigeants de Renault et des autres groupes automobiles, les ventes du diesel sont en chute libre, et les profits aussi. Emboitant le pas

à Hulot, Ghosn vise 30% de véhicules électriques en 2022, avec un objectif de réduction de 50% du diesel, mettant particulièrement en danger l'usine de Cléon. Ce n'est pas aux salarié(e)s Renault de payer les turpitudes de nos dirigeants.

e-TCR : GUYANCOURT DEVIENT UN NOMADE LAND

Pour Renault, le programme e-TCR favoriserait « l'agilité », la convivialité et répondrait aux aspirations de la génération Z. En réalité, le « flex office » répond d'abord aux exigences des actionnaires : moins de m² de locaux, c'est plus de free cash-flow. A la Ruche ou l'Avancée, c'est nomadisme à tous les étages. Les espaces individuels réduits à 5 m² (la moitié des standards internationaux) dégradent l'environnement de travail. La « micro-sieste » au poste de travail préconisée par le service santé, c'est une histoire à dormir debout.

DES « GOOGLE BUREAUX » AUSSI A PSA

Le 1^{er} septembre, PSA a emménagé dans son nouveau siège social « intelligent » à Rueil. Bureaux en open space, sauf pour le PDG Carlos Tavarès. Les grincheux disent que la terrasse panoramique a été fermée en prévention des suicides.

MACRON, PDG DE LA REPUBLIQUE, SUR TF1

Dimanche soir, Macron voulait convaincre qu'il n'est pas le « président des riches ». Mais pour lui, les 277 salariés de GM&S qui se battent pour leur emploi « foutent le bordel » et les 157 licencié(e)s sont des « activistes violents qui bloquent tout pour avoir des indemnités supra légales ». Les ouvrières de la société GAD étaient « illettrées » et toutes celles et ceux qui se battent contre la loi travail sont des « fainéants », des « cyniques » ou des « extrêmes ». Nous sommes tous « des gens qui ne sont rien », mais nous sommes des millions.



LOGEMENT SOCIAL : DES MAGOTS OU DEMAGO ?

Pour justifier de taxer les bailleurs sociaux, Macron a affirmé que les offices d'HLM dormaient sur un « magot ». Le vrai magot, celui des grandes fortunes est préservé par Macron grâce à la baisse de l'ISF ... financée par la baisse des APL.

SI VOUS APPRÉCIEZ CE BULLETIN, AIDEZ LE NPA !

Les dons (anonymes) ouvrent droit à réduction d'impôt (66%)

Chèque : à l'ordre de « NPA souscription » à renvoyer à NPA souscription - 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil

Paiement en ligne : www.npa2009.org/souscription

Association de financement « NPA souscription » - 2 rue Richard Lenoir
93100 Montreuil - Agrément de la CNCCFP 06/04/2009